

Les sponsors tentent de profiter du scandale FIFA

Souçons de corruption

Visa menace de mettre fin à son partenariat. Mais d'autres pourraient utiliser la tempête pour renégocier leur contribution.

Mercredi, après l'inculpation de plusieurs dirigeants de la FIFA à Zurich, les premières réactions des multinationales qui financent le foot mondial étaient rodées. Déjà entendues. Comme si elles faisaient écho au fatalisme régnant parmi les aficionados quant aux soupçons de corruption massive dans le système FIFA.

Nike, Adidas ou Hyundai ont ainsi appelé la FIFA à faire le ménage au sein de ses rangs. Le ton a cependant monté d'un cran. «Cette longue controverse a terni la mission et les idéaux de la FIFA, et nous avons déjà exprimé de façon répétée nos inquiétudes sur ces accusations sérieuses», martèle Coca-Cola, dans un courriel reproduit par l'AFP. Visa va jusqu'à menacer de se désengager. Faute de changements, «nous avons informé (la FIFA) que nous réévaluerions notre parrainage», a fait valoir la société de cartes de crédit par voie de communiqué.

Plutôt négocié que partir

Spécialiste en droit du sport à Lausanne, Jérôme Jaquier ne voit pourtant pas un risque de retrait massif du grand cirque footballistique de ces grands sponsors. Ne serait-ce qu'en raison des gains retirés d'une Coupe du monde — corruption ou pas. Ou des efforts auxquels ils ont dû consentir pour arracher ce rôle de partenaire exclusif. Qatar Airways et Samsung seraient sur les rangs pour remplacer Emirates et Sony qui avaient annoncé avec fracas ne pas renouveler leurs contrats en novembre.

En revanche, l'avocat lausannois du cabinet Panemax associe ces «appels du pied très francs» des grands sponsors de la FIFA à une tentative de négociation commerciale. Afin d'utiliser les événements actuels pour faire baisser la valeur de leur contribution. «Dans les contrats de sponsoring, il existe généralement des clauses permettant de les remettre en cause si certaines circonstances se réalisent», décrit le spécialiste. Qui laisse entendre que sponsors et fédérations en tout genre pourraient être amenés à se livrer à «un travail de fond afin de vérifier que leurs contrats incluent une clause liée, par exemple, à des événements en lien avec un scandale de corruption».

Eldorado helvétique

Le séisme qui secoue la FIFA pourrait également affecter par ricochet la Suisse — et le canton de Vaud — patrie d'accueil de nombreuses fédérations. Une présence liée aux avantages fiscaux offerts. Mais également à la forme juridique très particulière des associations en droit suisse, qui laisse une grande autonomie à ces structures dont la fondation remonte à une autre ère.

Ce sont aujourd'hui des multinationales: la FIFA, à elle seule, génère 5,7 milliards de dollars de ventes annuelles — et 338 millions de bénéfices. «Si l'on avait affaire à une société privée classique — et que de tels délits de corruption entourant leurs responsables venaient à être établis par la justice — il y aurait tout un arsenal de contrôles et un conseil d'administration qui pourraient les contraindre à la démission», rappelle l'avocat de Panemax. (TDG)

(Créé: 28.05.2015, 22h37)